

Consigne : faites l'analyse du texte suivant selon les étapes déjà indiquées,

Le Secrétariat provisoire du PT s'est réuni ce 11 avril 2022. Il a mis à son ordre du jour des questions organiques, notamment la finalisation du dépôt légal du dossier du 8e Congrès près des services du ministère de l'Intérieur et la préparation de la première réunion du comité central issu du Congrès du parti tenu les 25-26 mars 2022, qui procèdera à l'élection du bureau politique et son secrétariat permanent. Le secrétariat provisoire a discuté des derniers développements intervenus sur la scène politique nationale.

Ce jeudi 14 avril 2022, sera inscrit dans notre histoire récente comme un jour de deuil, car correspondant à la dernière édition de notre journal Liberté qui disparaîtra des états sur décision de son propriétaire. Le Secrétariat provisoire réaffirme qu'il s'agit là d'un véritable sinistre d'une extrême violence qui vient frapper l'espace médiatique algérien déjà transformé dans sa majorité en caisse de résonance au service des politiques gouvernementales. Et la disparition du journal Liberté risque de sonner le glas pour le très peu de journaux indépendants qui restent. Cette agression insupportable contre le droit à l'information, à une presse indépendante, libre, objective et progressiste, est porteuse d'une régression épouvantable au moment où l'écrasante majorité du peuple meurtrie par la dégradation sans précédent des conditions de vie a plus que jamais besoin de faire entendre ses cris de détresse, ses aspirations et donc faire connaître ses luttes. Et comme jamais, les développements mondiaux et nationaux appellent à l'ouverture des débats larges et sérieux sur l'ensemble des questions qui concernent le sort des travailleurs et des peuples, de la civilisation humaine. ...Face aux mobilisations de travailleurs et de leurs syndicats dans les différents secteurs et leurs incessantes alertes contre l'insoutenable dégradation des conditions de vie des salariés, des retraités et leurs familles, les autorités viennent d'annoncer des mesures censées répondre à ces préoccupations majeures dont l'octroi de la carte Chifa aux chômeurs inscrits à l'Anem. Par ailleurs, le PT enregistre positivement l'annonce des mesures de soutien aux profit des producteurs de céréales et légumineuses, l'exclusivité accordée à l'OAIC pour les importations de céréales et la revalorisation de la marge bénéficiaire du prix du litre de lait pour les usines et les distributeurs, annoncées dans le même Conseil des ministres, mais considère que la garantie de la sécurité alimentaire du pays et la préservation du pouvoir d'achat des ménages exigent des mesures audacieuses qui rompent avec ce qui a prévalu jusqu'à maintenant en rétablissant le rôle exclusif de l'État dans le commerce extérieur, décrétant le soutien de l'État aux agriculteurs et au secteur agro-industriel, ainsi qu'un rôle plus accru du secteur public dans la distribution, le plafonnement des prix des produits alimentaires de large consommation et le recours au système de péréquation pour les produits de large consommation via les offices. Ce faisant, la production agricole du Sud, sera encouragée car prise en charge quant à son acheminement et sa distribution dans les wilayas du Nord. En revanche, la nouvelle grille indiciaire et le régime de rémunération des fonctionnaires ont provoqué déception, colère et levée de boucliers de plusieurs syndicats et notamment de la Confédération des syndicats autonomes (CSA), dénonçant à juste raison des augmentations "insignifiantes et sans aucun effet sur le pouvoir d'achat des fonctionnaires". Le relèvement du nombre d'échelons octroyés à chaque poste de travail au lieu du doublement au minimum de la valeur du point indiciaire, demeurée fixe à 45 DA depuis 2007, réclamé par les syndicats a eu comme résultat d'infimes augmentations de salaires puisqu'elles seront situées entre 2 000 et 6 000 DA/mois imposables (taxe, IRG), cela au moment où le pouvoir d'achat a été anéanti par la flambée des prix et différentes mesures anti-sociales contenues dans la loi de finances 2022. Faut-il rappeler que toutes les études effectuées par des syndicats autonomes et l'UGTA ainsi que plusieurs bureaux d'experts situent à 80 000 DA le seuil minimal des salaires nécessaire pour faire face à la cherté insupportable de la vie alors que plus de

80% des salariés touchent entre 20 000 et 40 000 DA par mois, et que le gel des salaires depuis une décennie, conjugué aux augmentations continues des prix ont paupérisé des pans entiers de la société qui vivent sous le seuil de pauvreté voire dans la misère absolue au point de constituer une menace pour la cohésion sociale et nationale. En réalité, les augmentations annoncées par le gouvernement s'apparentent à un mépris à l'égard des travailleurs de la Fonction publique qui ont été déjà choqués une première fois par les incidences infinitésimales, sur leur pouvoir d'achat, induites par la réduction de l'IRG. Le PT apporte son plein soutien aux différents syndicats qui annoncent des mobilisations unitaires et joint sa voix à tous les appels adressés au gouvernement afin de retirer ce décret et ouvrir des négociations sérieuses sur une véritable augmentation des salaires qui tient compte du coût de la vie et qui permet la préservation de la dignité des travailleurs et leurs familles, ce qui relancera la consommation et donc la production des biens et des services. C'est l'urgence des urgences... Le PT joint sa voix à celle des représentants des retraités qui exigent de réelles augmentations pour mettre fin à leur détresse. Il rappelle que la solution conforme aux intérêts des travailleurs actifs et retraités réside dans la mise en œuvre du principe de l'échelle mobile des salaires et des retraites et leur indexation sur le coût de la vie. Il apporte son soutien aux fonctionnaires de la santé qui expriment leur colère à cause du non-versement de la prime Covid et le mépris de la tutelle à l'égard de leurs syndicats concernant l'élaboration de leurs statuts particuliers. Dans ce contexte de régression terrifiante des conditions de vie de l'immense majorité de la population, en général et des travailleurs en particulier, des voix s'élèvent pour l'accélération de la mise en place de zones franches confirmant que c'est l'objectif réel de la mise en place de la Zone de libre-échange de l'Union africaine. Le PT alerte sur ce projet néfaste, anti-social et anti-national qui vise à instaurer des zones de non-droit au profit des multinationales, et ouvrira la voie à l'exploitation sauvage des travailleurs et y compris des enfants qui seront dépourvus de toute protection sociale, privés du droit syndical alors que ne seront appliqués ni le Salaire national minimum garanti (SNMG), ni les normes de travail, tout comme seront exonérées de toute taxe et de tout impôt les entreprises algériennes et étrangères qui s'implanteront dans ce cadre de déréglementation généralisée, pénalisant le Trésor public, pour exporter leurs produits exclusivement vers l'étranger. Mais qui a intérêt à dépecer le territoire national et exposer la main-d'œuvre algérienne à l'esclavage ? Abordant le volet des libertés démocratiques, le secrétariat provisoire exprime son soulagement suite à la libération d'une soixantaine de détenus politiques et d'opinion et s'interroge sur la signification du maintien en prison de certaines d'autres détenus(es) pour les mêmes chefs d'inculpation. Il réitère l'exigence démocratique de libération de l'ensemble des détenus emprisonnés pour leurs activités ou opinions politiques.

Dans le même registre, le PT exprime sa vive préoccupation sur le danger de mort auquel est exposé le détenu d'opinion, le journaliste Merzouk Touati, emprisonné à Laghouat, à 500 km de chez lui, et qui a entamé une grève de la faim éprouvante qui dure depuis le 29 mars 2022 pour protester contre son incarcération et son placement dans une prison qui ne dispose pas des moyens de suivi médical nécessaire, alors que sa famille est contrainte parcourir 1 000 km aller-retour pour lui rendre visite. Le PT appelle les plus hautes autorités à éviter à notre pays une autre tragédie en ordonnant la prise en charge médicale immédiate de Merzouk Touati, à mettre fin aux souffrances des détenus et leurs familles en ordonnant la libération immédiate et inconditionnelle de tous les détenus politiques et d'opinion.

Le Secrétariat provisoire du PT
Alger, le 13 avril 2022

Communiqué du parti des travailleurs

SECRETARIAT PROVISOIRE DU PT ALGER
12:00

Publié 14 Avril 2022 à

